AVENIR DU TRAVAIL

Raymond Millot

En septembre 1995, Raymond Millot, dans un texte intitulé Pour lire la société en mutation en entrant par le haut ¹, en même temps qu'il poursuivait sa réflexion ébauchée dans l'éditorial du n°49 de notre revue sur le désarroi, la démoralisation des militants de l'AFL et sur la nécessité de donner sens à nos actions en les inscrivant dans un projet global, apportait sa contribution au débat qu'il souhaitait voir s'instaurer dans ces pages.

1 ► Dans les A.L. n°51

Une de mes sources les plus importantes est la revue Transversales. André Gorz y termine un article en reconnaissant « les difficultés à imaginer une politique de transition à la hauteur des enjeux (qu'il perçoit). » Je prends volontiers la formule à mon compte, l'appliquant à l'idée de l'école pour apprendre à vivre. Raison de plus pour être inventifs! Dans cet article, Gorz en procédant à l'analyse critique du livre de Jeremy Rifkin (*The end of work*) répond à des objections que mes lectures laissaient jusque-là sans réponse.

Première objection: le problème ne toucherait que les pays développés. Selon Rifkin, il s'avère que la fin du travail et la fin de la société salariale ne sont nullement « une sorte de luxe des pays nantis », qui s'accommoderaient de la création d'innombrables emplois et de la naissance de nouvelles sociétés

salariales dans les pays du Sud en développement grâce à la délocalisation des industries de main-d'œuvre et à des transferts massifs de capitaux. Pour preuve, l'exemple du Mexique où les industries implantées par les multinationales ont égalé, voire dépassé le degré d'automatisation des industries nord américaines ou japonaises, l'exemple de la Thaïlande où on automatise très rapidement les usines de l'industrie textile, l'exemple du Brésil où les multinationales construisent des usines et des bureaux employant encore moins de salariés que leurs équivalents aux États-Unis. En conclusion, le tiers-monde tend à ressembler de plus en plus au premier monde luimême tiers-mondisé...

Les problèmes posés par la mutation seraient donc, à court terme, communs à toute la planète... Je ne suis pas en mesure de contester cette analyse, qui me semble vraisemblable. Serait-elle erronée, il ne me semblerait pas mal venu de faire face à nos problèmes de pays développés et privilégiés, sans attendre que les disparités du développement économique se corrigent. Les prises de conscience qui en résulteraient seraient sans doute plus favorables à une volonté d'équité planétaire qu'un pessimisme farci de mauvaise conscience!

Seconde objection : le renforcement de la société duale. L'objectif énoncé par Bernard Cassen, faire que le temps libéré (devienne) la principale instance de socialisation et d'accès à la citoyenneté peut se traduire en termes de développement du troisième secteur (celui de l'économie sociale).

Celui- ci, s'il se développe en France, constitue déjà une réalité pour les pays du Sud où 80% de la population vit en marge de l'économie monétaire - coopératives informelles, réseaux d'aide mutuelle, troc, travaux d'assainissement et de construction réalisés par les habitants auto-organisés...

Mais le troisième secteur fait l'objet des efforts de récupération et de colonisation de la part des États, voire de la Banque Mondiale, prêts à se décharger sur lui de responsabilités qui incombent à la puissance publique. À ce propos, Gorz évoque les travaux de Serge Latouche (La planète des naufragés, éd. La Découverte) qui souligne le rôle qu'on fait jouer aux ONG et aux réseaux de solidarités, dans les domaines de la santé et de l'éducation pour pallier les carences de l'État... et réduire les impôts des nantis et des multinationales.

Il y a donc bien risque de voir se perpétuer la coupure de la société, avec d'un côté des bénévoles qui donnent de leur temps et de l'autre des pauvres obligés de se vendre.

Et Gorz de conclure : la redistribution sur tous des gains de la productivité et du travail n'a-t-elle pas pour but

d'éviter ce genre de dualisme ? Comme Rifkin, il conteste les principaux lieux communs de l'idéologie dominante, l'affirmation, par exemple, que la lutte des classes et l'exploitation capitaliste appartiennent au passé, et n'imagine pas que cette redistribution s'opère sans luttes. Celles-ci seront marquées par de nombreuses contradictions, et si on considère l'état des forces syndicales et politiques, on peut effectivement éprouver des difficultés à imaginer une politique de transition à la hauteur des enjeux... Ce qui nous renvoie à notre champ d'action.

AVENIR DE L'ÉDUCATION

Le journal Le Monde publiait un article sur « les réseaux d'échanges de savoir ». Cette innovation sociale que nous devons à une militante pédagogique, Claire Héber-Suffrin, relève spécifiquement du troisième secteur. Son postulat, chacun sait quelque chose et les porteurs de savoir sont égaux puisqu'il est impossible de hiérarchiser les savoirs, devrait nous intéresser. Cet échange permet en effet de restaurer le lien social et d'accroître le sentiment de dignité de ceux qui s'y engagent.

À l'école, comment détecter et rendre utiles les savoirs, l'expérience de vie de chaque enfant, et contribuer ainsi à le reconnaître et le valoriser ? Pour le moins, si on se limite aux savoirs scolaires, il est possible de répondre, en reprenant la vieille idée de *l'enseignement mutuel*.

C'est précisément à quoi peuvent aboutir les réseaux en question : ainsi, au Lycée Jeanne d'Arc, en Corrèze, cela débutait par un échange entre deux classes: l'élève qui a une difficulté inscrit une demande d'aide sur le tableau, un autre élève lui vient en secours. D'abord limitée à la grammaire et à l'orthographe la méthode a pris de l'ampleur, elle s'est ensuite établie entre professeurs et élèves, puis elle s'est développée, touchant une centaine d'élèves, et s'est étendue au sport, à la musique, l'informatique. Selon un professeur, les résultats sont là, c'est évident, les élèves ont progressé, surtout ceux qui offraient, puisque c'est en transmettant qu'on apprend. Cette remarque, que nous savons juste, est sans doute mise en relief pour rassurer les parents des bons élèves qui craignent que leur enfant soit retardé. Dans la perspective de l'école pour apprendre à vivre nous pourrions mettre en avant l'apprentissage de la solidarité. Je ne doute pas que les militants de l'AFL puissent évoquer leur expérience dans ce domaine